



COMMUNIQUE DE PRESSE

La 20 octobre 2021

VARENNE AGRICOLE DE L'EAU : TENEZ LE CAP !

Le Président de la République, en mars 2020, déclarait « *Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres, est une folie.* ».

Pour sauvegarder notre souveraineté alimentaire, voire la reconquérir dans certaines filières, et pour faire face à l'intensification de sécheresses et de crues dues au changement climatique, la FNSEA a proposé un cadre de travail sur la gestion des risques et tout particulièrement sur la gestion de l'eau. Une proposition traduite par le Président de la République, lors du Grand Rendez-Vous de la Souveraineté Alimentaire le 18 mai dernier, en l'annonce du Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique. Nous avons obtenu, avec l'annonce du dispositif rénové de gestion des risques, une avancée que nous saluons.

Sur la gestion de l'eau, dès le démarrage des travaux, nous nous sommes montrés prêts à mettre en œuvre les différentes solutions identifiées par le thème 2 du Varenne, qui visent à renforcer la résilience de l'agriculture et à améliorer l'efficacité de l'eau d'irrigation.

Mais pour relever ce défi de la souveraineté alimentaire durable, nos seuls engagements comme acteurs des filières agricoles ne suffiront pas. Si nous partageons la nécessité d'aboutir à une vision partagée des besoins engendrés par le changement climatique, nous attendons des décisions du Gouvernement, qui feront suite au Varenne, une facilitation réglementaire et budgétaire pour concrétiser ces solutions.

A la veille d'une réunion au cours de laquelle le gouvernement fera un point à mi-parcours du Varenne agricole de l'eau, nous rappelons cette obligation de résultat et appelons à une mobilisation de tous pour une politique pro-active en matière de ressources en eau, déclinée territorialement dans les Régions, en appui sur des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) rénovés, co-construits localement et engageants. Les politiques publiques devront être cohérentes et les moyens dédiés à la gestion quantitative de l'eau répondre à l'ambition affichée.

Les agriculteurs, qui sont plus que jamais volontaires pour s'engager dans la lutte contre le changement climatique, attendent du Gouvernement, malgré les pressions, que le cap soit tenu !

Contact :

Christine Claudon – christine.claudon@reseaufnsea.fr